

**UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE  
OUEST AFRICAINE**

-----  
La Commission



**SEMINAIRE SUR LA CONJONCTURE ET LA PREVISION A COURT  
TERME DANS LES ETATS MEMBRES DE L'UEMOA**

*Dakar, 06 au 10 juillet 2009*

**RAPPORT FINAL**



A l'invitation de la Commission, s'est tenu du 06 au 10 Juillet 2009 à Dakar (SENEGAL), un séminaire sur la conjoncture et la prévision à court terme dans les Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA).

Ont pris part à cette réunion les Experts des huit Etats membres de l'UEMOA chargés de la conjoncture et de la prévision, les représentants de la BCEAO, de la BOAD, d'AFRISTAT et de la Commission.

La liste des participants est jointe en annexe.

## **I. CEREMONIE D'OUVERTURE**

La cérémonie d'ouverture du séminaire a été marquée par deux allocutions : le mot de bienvenue de Monsieur Sérigne Mbacké SOUGOU, Directeur de Cabinet du Commissaire Chargé du Département des Politiques Economiques et de la Fiscalité Intérieure et le discours d'ouverture de Monsieur Oumar SYLLA, Secrétaire Général du Ministère de l'Economie et des Finances de la République du Sénégal.

Dans son intervention, le Directeur de cabinet a rappelé les progrès réalisés dans l'harmonisation des indicateurs conjoncturels au sein de l'UEMOA et a exhorté les Etats au renforcement du dispositif de collecte des informations conjoncturelles. Il a, par ailleurs, insisté sur l'importance de l'analyse de la conjoncture et de prévision à court terme dans le suivi des économies nationales pour la surveillance multilatérale. Il a terminé son propos en invitant les Experts à déterminer les modalités et les échéances pour les méthodes harmonisées de dessaisonalisation des séries conjoncturelles.

Dans son discours d'ouverture, le Secrétaire Général a souligné l'opportunité de cette réunion et le caractère essentiel du suivi conjoncturel dont l'importance s'est accrue avec les effets de la crise financière. Il a également indiqué que la prévision économique est une préoccupation majeure et ses outils doivent être sans cesse améliorés. En conséquence, une attention particulière doit être accordée à l'élaboration des indicateurs avancés et aux enquêtes sur les services. Après avoir réitéré les engagements du Sénégal pour la poursuite des chantiers d'harmonisation statistique, il a salué les efforts déployés par les institutions régionales pour assurer une meilleure comparabilité de l'information statistique.

## **II. DEROULEMENT DES TRAVAUX**

Pour le déroulement des travaux, le bureau de séance constitué est composé comme suit :

- Président : - M. Sérigne Mbacké SOUGOU ;
- Rapporteurs : - M. Mory KONE (Côte d'Ivoire)  
- M. Avelino GOMES (Guinée Bissau).

L'ordre du jour adopté se présente comme suit :

1. Etat de la conjoncture au premier semestre 2009 et perspectives économiques 2009 - 2010;
2. Impact des crises internationales (énergétique, alimentaire et financière) sur les économies des Etats membres de l'UEMOA ;
3. Harmonisation des méthodes de désaisonnalisation des séries temporelles ;
4. Divers.

## **II.1 Etat de la conjoncture économique au 1<sup>er</sup> semestre 2009 et perspectives**

### **II.1.1 Présentation de la Commission et échanges**

La Commission de l'UEMOA a montré, dans son intervention, selon les indicateurs disponibles, que la conjoncture économique dans la zone UEMOA au premier trimestre 2009, était quelque peu morose. Cette situation serait due à un environnement défavorable caractérisé par la baisse de la demande et des cours de la plupart des matières premières exportées par les pays de l'Union.

En effet, les cours du café robusta, du coton, de l'or et du pétrole sont tous en baisse. Seul le cours du cacao connaît une embellie en raison de l'insuffisance de l'offre mondiale.

La production industrielle est en hausse dans trois pays (la Côte d'Ivoire, le Mali et le Sénégal).

Tous les autres indicateurs infra annuels ont reculé. Il s'agit notamment de l'activité de la BRVM et de l'inflation. Par ailleurs, la masse monétaire a augmenté au quatrième trimestre 2008. En outre, la croissance devrait stagner en 2009 dans l'Union.

Dans les débats, les participants ont presque tous relevé la conformité des tendances présentées avec celles observées dans leurs pays respectifs. Toutefois, la morosité constatée devrait être atténuée dans la mesure où d'autres institutions régionales notent plutôt une stabilité de la conjoncture au premier semestre 2009. Ils ont également suggéré que dans l'état de la conjoncture régionale, la Commission accorde une part importante à l'évolution des cours des principaux produits d'exportation

### **II.1.2 Présentation de la BCEAO et échanges**

La communication présentée par la Banque Centrale a, successivement rappelé l'évolution de la conjoncture dans l'UEMOA à fin avril 2009, l'évolution des prix à cette date, la situation monétaire et les conditions de banque et les mesures prises par la Banque Centrale dans le contexte de crise financière.

Au titre de la conjoncture, la BCEAO a indiqué que l'activité économique au cours des quatre premiers mois de l'année 2009, a été, dans l'ensemble, stable comparée

aux quatre premiers mois de l'année 2008. Cette stabilité résulte de la bonne tenue de la production industrielle et des services marchands compensée par le repli des BTP et du Commerce. Par pays, une amélioration a été notée en Côte d'Ivoire, en Guinée-Bissau, au Niger et au Sénégal. Par contre, l'activité a reculé au Mali et au Togo alors qu'elle a été stable au Bénin et au Burkina Faso.

En ce qui concerne les conditions de banque, il a été noté une hausse des taux débiteurs des banques qui sont ressortis en moyenne à 8,70% à fin avril 2009 contre 8,01% en avril 2008. Toutefois, ce taux a baissé en Guinée-Bissau, au Mali et au Niger. Par ailleurs, il a été constaté une hausse des nouveaux crédits dont 57,2% aux entreprises privées du secteur productif.

En ce qui concerne l'inflation, elle est en baisse, en rapport avec la baisse des prix des céréales locales. En glissement annuel, le taux d'inflation est ressorti à 3,1% à fin avril 2009 contre 4,0% à fin mars 2009. Sur les quatre premiers mois, le taux d'inflation est ressorti à 4,8% contre 4,6% pour la même période en 2008.

S'agissant des mesures prises par la Banque Centrale face à la crise, elles ont trait principalement aux injections régulières de liquidité, à la mise en place d'une cellule de veille, au desserrement des conditions monétaires, en particulier la baisse du taux directeur et des taux de réserves obligatoires.

Il ressort des échanges qui ont suivi la communication que les tendances de la conjoncture économique présentées par la Banque Centrale sont partagées par la plupart des Etats membres de l'Union. En revanche, des divergences sont apparues dans l'appréciation des évolutions dans les secteurs d'activité, en raison notamment des différences sur la période d'observation et sur les méthodes de calcul des indicateurs. Il a, en conséquence, été recommandé une plus grande collaboration entre les institutions régionales et les administrations des Etats membres pour favoriser les échanges d'information, en particulier sur la conjoncture.

Au cours des discussions, il a été également noté que la BOAD a pris une part active dans les mesures d'urgence pour faire face à la crise alimentaire. Elle a notamment consenti plus de 13,3 milliards FCFA au profit des projets de soutien au secteur agricole et élaboré une stratégie de financement et de soutien du secteur agricole dans l'Union.

### **II.1.3 Etat de la convergence en 2008 et perspective 2009 : Présentation de la Commission et échanges**

La communication présentée par la Commission, avant de faire l'état de la convergence en 2008 ainsi que les perspectives, a rappelé les fondements de la coordination d'une part, de la politique monétaire et de la politique budgétaire et, d'autre part, de la coordination des politiques budgétaires dans une union monétaire avec taux de change fixe.

La coordination des politiques économiques est indispensable dans une union économique ou même au sein d'un Etat, en raison notamment de l'indépendance de plus en plus grande des autorités monétaires vis-à-vis du gouvernement et de l'interdépendance entre la politique budgétaire et la politique monétaire.

En ce qui concerne la coordination des politiques budgétaires au sein de l'UEMOA, elle a pour but, d'une part, d'éviter qu'un Etat membre ne fasse supporter à l'ensemble de la communauté, les coûts liés à sa politique budgétaire et, d'autre part, de permettre à la politique monétaire de pouvoir jouer son rôle.

De l'état de convergence, il est ressorti qu'en dépit des progrès réalisés, aucun Etat n'a pu respecter les quatre critères de 1<sup>er</sup> rang en 2008. Il en résulte que les conditions d'accès à la phase de stabilité au 1<sup>er</sup> janvier 2009, n'ont donc pas été respectées. Les principales causes de cette situation sont à rechercher au niveau du cadre institutionnel, de la gestion économique et des facteurs exogènes.

Après les discussions, les échanges ont porté principalement sur les reports répétés de l'horizon de convergence et le caractère inopérant du mécanisme de sanction.

En réponse à ces préoccupations, les représentants de la Commission ont indiqué qu'en dépit des difficultés rencontrées, les progrès accomplis depuis la mise en place du processus sont significatifs. Ils ont également souligné que la convergence aurait été possible sans les troubles sociopolitiques qui ont limité les progrès réalisés par certains Etats membres, en particulier la Côte d'Ivoire et le Togo. L'amélioration de la situation sociopolitique dans ces Etats ainsi que les nouveaux programmes économiques et financiers conclus avec les institutions de Bretton Woods laissent espérer de meilleures perspectives en matière de convergence au niveau de l'Union.

En ce qui concerne le mécanisme de sanction, la délégation de la Commission a rappelé qu'il est prévu dans le mécanisme de la surveillance multilatérale mais a également soulevé les difficultés de sa mise en œuvre. Elle a également relevé la visite de travail effectuée par la Commission de l'UEMOA auprès de la Commission de l'Union Européenne afin de s'enquérir de son expérience dans le domaine des sanctions. A l'issue de cette mission, il est ressorti que seule la mise en place d'un mécanisme de « pression par les pairs » est indispensable à la mise en œuvre effective du dispositif de la surveillance multilatérale. A cet effet, le Conseil des Ministres a demandé, lors de sa session du 26 juin 2009, à la Commission de prendre des dispositions pour rendre fonctionnel un tel mécanisme au sein de l'UEMOA.

## **II.1.4 Présentations des Etats membres et échanges**

### **Bénin**

La conjoncture économique nationale du Bénin au 1<sup>er</sup> trimestre 2009, est caractérisée par le regain de la production industrielle qui a progressé de 11,9% en glissement annuel. On note une amélioration aussi du trafic portuaire alors que les exportations ont chuté de 2,4% et les importations ont progressé de 5,5%. Les créations d'entreprises ont baissé de 53,8% au cours de la même période. Au plan des finances publiques, une forte augmentation des dépenses a été enregistrée. Quant à la situation monétaire, elle est caractérisée par une baisse des avoirs extérieurs nets.

Les prévisions macroéconomiques font état d'un taux de croissance de 4,0% en 2009 et de 5,1% en 2010 contre 5,0% en 2008. C'est un effet de rattrapage car les crises alimentaires et énergétiques ont en effet fait perdre au Bénin 2 points de croissance. Les autres éléments du cadre macroéconomique font ressortir un taux d'inflation inférieur à la norme communautaire de 3% pendant la période de prévision. En outre, le déficit budgétaire serait maîtrisé et le déficit extérieur courant s'améliorerait.

Lors des débats, les participants se sont appesantis sur l'évolution contrastée des échanges extérieurs et aussi de l'activité industrielle, le creusement du déficit et la source de l'optimisme des prévisions. Les raisons de la hausse de l'indice de la production industrielle et de la baisse des importations ont été aussi discutées.

### **Burkina Faso**

La tendance globale fait ressortir une amélioration de la conjoncture à fin mai 2009 et probablement au 1<sup>er</sup> semestre 2009.

La conjoncture économique au premier semestre 2009 du Burkina Faso est caractérisée par une baisse de l'inflation à fin mai 2009 soit un taux de 3,5% en glissement annuel. On note aussi une baisse de 3,9% des exportations et une augmentation de 9,5% des importations entre 2007 et 2008.

Par ailleurs, les principaux agrégats monétaires sont restés stables sur les quatre premiers mois de 2009.

Au total, il a été noté une baisse des prix, une hausse des recettes fiscales, une situation monétaire stable et une bonne tenue des cours de l'or.

Les prévisions tablent sur des taux de croissance de 3,5% en 2009 et de 4,2% en 2010 contre 5,0% en 2008. Cette croissance serait soutenue par tous les secteurs. En outre, un taux d'inflation plus bas serait réalisé en 2009 et 2010 avec respectivement 4,2% et 3,8%.

Par ailleurs, les exportations devraient augmenter de 27,6% en 2009 et de 19,3% en 2010. Dans le même temps, les importations baisseraient de 3,0% en 2009 et augmenteraient de 10,4% en 2010.

Au cours de la période de prévision, les avoirs extérieurs nets connaîtraient une tendance baissière tandis que la masse monétaire passerait de 770,1 milliards en 2009 à 810,9 milliards en 2010.

Les débats se sont articulés autour des problèmes du coton, du manque d'analyse sur l'activité industrielle et les investissements, l'optimisme des hypothèses sur les cours du pétrole et les transferts des migrants.

### **Côte d'Ivoire**

Les grandes tendances indiquent que la conjoncture économique à la fin mai 2009, est globalement bien orientée malgré un contexte international défavorable. La

production de cacao a progressé de 17,5% en glissement annuel. Au 1<sup>er</sup> semestre 2009, ces évolutions devraient se confirmer. On note aussi, une amélioration de 1,4% de l'indice du chiffre d'affaires du commerce imputable au raffermissement des ventes de produits alimentaires sur l'ensemble du territoire national.

Au plan de l'inflation, une décélération des prix est notée avec une hausse de 2,7% en glissement annuel.

S'agissant des prévisions, des taux de croissance de 3,7% et de 4,0% sont attendus respectivement en 2009 et 2010 après 2,3% réalisé en 2008. Ces projections sont basées sur la normalisation de la situation sociopolitique, la conclusion d'un programme économique et financier soutenu par la FRPC et l'éligibilité de la Côte d'Ivoire à l'initiative PPTTE. Cette croissance serait tirée par tous les secteurs. Toutes les productions agricoles sont prévues en hausse en 2010 à l'exception de l'ananas, la banane et le cacao.

Les débats ont surtout porté sur la situation sociopolitique, le solde budgétaire de base, la réforme du régime fiscal du cacao, du café et du pétrole, l'incidence de l'extension du Port Autonome d'Abidjan, l'évolution atypique des BTP en 2009 et la situation du coton.

### **Guinée-Bissau**

L'analyse de la conjoncture est rendue difficile à défaut de la plupart des indicateurs conjoncturels infra-annuels. L'exposé a fait état d'un taux de croissance de 3,1% en 2008 tiré essentiellement par le secteur secondaire (5,9%). L'activité économique serait renforcée par la construction du palais du Gouvernement et le pont sur le fleuve CACHEU.

Pour 2009 et 2010, il est prévu des taux de croissance respectifs de 2,9% et de 3,3% porté par le secteur secondaire qui progressait de 6,1% et 6,3%. Dans les emplois du PIB, la consommation finale, la FBCF, les exportations et les importations seraient toutes en hausse.

Les finances publiques seraient caractérisées par un niveau important des dons en 2009 (111,1 milliards). En outre, la balance des paiements serait marquée par une détérioration du solde extérieur de 7,3 milliards en 2009.

Dans ces prévisions, les exportations, notamment de noix de cajou, seraient en hausse tandis que les importations de produits alimentaires baisseraient.

En 2009, les avoirs extérieurs nets seraient de 68,5 milliards, le crédit extérieur de 32,2 milliards et la masse monétaire de 97,8 milliards.

Les débats ont concerné les points suivants : la réalisation des investissements prévus par certaines entreprises, le problème des dons en 2009, l'évolution des prix des produits alimentaires, la baisse d'activité du secteur industriel ainsi que le programme de renforcement des capacités.

### **Mali**

Au niveau national, on note une bonne campagne agricole 2008/2009 résultant d'une bonne pluviométrie. La production céréalière est en hausse de 23,9%, contrairement

à la production cotonnière qui est en baisse de 19%. Par ailleurs, la production industrielle au premier trimestre 2009 est en hausse de 22,0% en glissement annuel grâce surtout à la progression des industries textiles et cuirs, agroalimentaires et tabacs. L'IHPC a varié de 0,1% en mai 2009 par rapport à avril 2009.

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2009, en glissement annuel, les importations en valeur sont en hausse tandis que les exportations en valeur sont en baisse. Par contre, la masse monétaire est en baisse de 2,8% entre décembre 2008 et mars 2009.

En ce qui concerne les prévisions, malgré le contexte difficile, le taux de croissance réel du PIB serait de 4,3% en 2009 et de 4,9% en 2010 contre 5,2% en 2008. Ces prévisions reposent sur la mise en œuvre de la stratégie de croissance accélérée sous l'hypothèse d'une baisse des cours du coton en 2009 et une hausse de ceux de l'or. Par ailleurs, la croissance serait réalisée dans un contexte de maîtrise de l'inflation par le respect de la norme communautaire de 3%.

Les débats ont porté sur la politique agricole du gouvernement malien, les nouvelles subventions à l'importation du riz, les problèmes de la commercialisation du riz, la contraction de la masse monétaire, les transferts des migrants, les IDE, l'aide publique au développement et les études d'impact de la crise financière.

## **Niger**

La tendance d'ensemble montre une amélioration de la conjoncture au 1<sup>er</sup> trimestre 2009 malgré un niveau encore élevé des prix. Cette situation devrait se poursuivre sur le reste du semestre. Il convient de noter que l'année 2008 a été marquée par une hausse exceptionnelle de la production agricole de 25% entraînant une croissance de 9,5%.

Au premier trimestre 2009, l'indice de la production industrielle a progressé de 8,2% en glissement annuel et de 2,4% en glissement trimestriel. Toutefois, les exportations sont en baisse de 10% en glissement annuel et les importations ont augmenté de 92% au cours de la même période.

Au niveau des finances publiques, il est à noter une baisse des recettes totales de 11% par rapport au 4<sup>e</sup> trimestre 2008. Quant à la situation monétaire, elle est marquée par une hausse de 3,7% de la masse monétaire et une baisse des avoirs extérieurs nets.

S'agissant des perspectives, des taux de croissance de 3,0% et 4,5% sont prévus en 2009 et 2010. Cette évolution serait induite par une stagnation du secteur primaire, une progression du secteur secondaire et du secteur tertiaire.

Sur la base du déflateur du PIB, la norme communautaire de 3% d'inflation serait respectée en 2009 et 2010. Le solde budgétaire rapporté au PIB nominal passerait de -5,8% en 2009 à -0,4% en 2010. Toutefois, la balance commerciale se dégraderait au cours de la période. La production pétrolière est prévue pour 2012.

Par ailleurs, la situation monétaire serait caractérisée par une hausse de la masse monétaire, des avoirs extérieurs nets et du crédit intérieur.

Les débats ont surtout porté sur l'étude en cours relative à l'impact de la crise mondiale sur l'économie Nigérienne, la baisse des exportations d'uranium, la production pétrolière et la convention avec AREVA.

## **Sénégal**

La tendance globale de la conjoncture sur les quatre premiers mois de 2009 par rapport à la même période de 2008 fait ressortir une légère amélioration. Cette tendance pourrait se poursuivre au 1<sup>er</sup> semestre 2009. On note ainsi une hausse de la production agricole notamment la production céréalière. Pour des problèmes de compétitivité, la production de coton est en baisse.

En variation mensuelle, la production industrielle à fin avril 2009 a baissé de 5,9%. Cependant, en glissement annuel, cette production industrielle a progressé de 5,5%.

Au cours de la période sous revue, le chiffre d'affaires des services est en hausse. Cette évolution est imputable surtout aux services immobiliers et aux postes et télécommunications. Les échanges extérieurs sont caractérisés par une croissance de 13,1% des exportations et un repli de 0,1% des importations.

Par ailleurs, les prix à la consommation ont reculé et la masse monétaire a crû de 1,4%.

Au niveau des prévisions, le taux de croissance économique est attendu à 3,1% en 2009 et 5,0% en 2010 contre 2,5% en 2008. Ces projections sont basées sur l'hypothèse de retour à la normale des principaux secteurs d'offre notamment les activités extractives, chimiques et les BTP.

Le niveau général des prix est attendu à 2,9% en 2009 sur la base du déflateur du PIB. Le déficit budgétaire de base serait de 158 milliards soit 2,5% du PIB.

Les débats se sont principalement articulés autour de la politique agricole (GOANA), des BTP, du système de suivi de l'activité touristique et des transferts de migrants.

## **Togo**

Les grandes tendances conjoncturelles récentes indiquent une diminution modérée d'activité qui devrait se poursuivre au 1<sup>er</sup> semestre 2009.

Ainsi, il est à noter une pluviométrie en baisse et anormale en début de saison. La production industrielle est en hausse au quatrième trimestre 2008 de 4,5% en variation trimestrielle et en baisse de 1,9% en glissement annuel. La production de ciment, au contraire, a baissé de 1,9% au 1<sup>er</sup> trimestre 2009. De même, la production de phosphate a baissé de 3,9% au cours de la même période.

En mai 2009, l'IHPC est en hausse de 0,9% en variation mensuelle et de 1,1% en glissement annuel. Le commerce extérieur est caractérisé par une baisse de 14,0% des exportations et une diminution de 12,8% des importations au premier trimestre 2009 par rapport au quatrième trimestre 2008.

En ce qui concerne les prévisions, des taux de croissance de 2,5% et de 3,8% sont attendus en 2009 et 2010 contre une estimation de 1,6% en 2008. Ces projections sont basées sur les hypothèses de fin de crise de l'énergie électrique, d'une bonne

pluviométrie, d'une amélioration des productions de coton et de phosphate et de la hausse des dépenses publiques.

Les avoirs extérieurs nets diminueraient entre 2009 et 2010 et la masse monétaire s'accroîtrait en passant de 483 milliards en 2009 à 590 milliards en 2010. L'atteinte du point d'achèvement en 2010 ouvre de bonnes perspectives.

La norme communautaire de 3% serait respectée en matière d'inflation pendant la période de prévision.

Les débats ont surtout concerné la question de la forte dépendance à la pluviométrie, l'importance de la dette intérieure publique, la réduction des arriérés intérieurs et le problème de la pêche.

## **II.2 Impacts de la crise financière au sein de l'UEMOA**

### **II.2.1 Présentation de la Commission de l'UEMOA et échanges**

L'exposé de la Commission s'est appesanti sur le contexte économique international, la situation de l'UEMOA, les canaux de transmission de la crise et les mesures pour en contenir les effets et assurer la relance.

Il a été noté que l'environnement international a été défavorable en 2008 et cette tendance pourrait se poursuivre en 2009. Dans ce contexte, les prévisions pour les Etats membres de l'UEMOA sont prudentes. Ainsi, un taux de croissance de 3,7% est attendu pour l'Union soit au même rythme qu'en 2008.

Les canaux de transmission de la crise aux Etats de l'UEMOA sont essentiellement la demande extérieure et les flux financiers. Ainsi, l'exposé a montré le recul des cours des matières premières, de l'activité touristique et du commerce international. Les flux financiers, les transferts des migrants, les investissements directs étrangers (IDE) et l'aide publique au développement (APD) risquent de connaître un recul en 2009.

Les conséquences possibles de la crise sur le secteur réel ont été exposées. Elles concernent notamment la dégradation de la balance des paiements, la détérioration des finances publiques et l'aggravation de la pauvreté.

Par ailleurs, les mesures prises pour contenir la crise ont été aussi exposées. Elles concernent surtout la dégradation de la balance des paiements, la détérioration des finances publiques et l'aggravation de la pauvreté.

En outre, les mesures prises pour contenir la crise ont été présentées notamment la mise en place d'un comité de veille chargé d'identifier les impacts de la crise et de proposer des dispositions à prendre.

Au niveau des débats, les participants se sont accordés sur la nécessité de diligenter des études précises d'impact à l'exemple du Niger. Ils ont aussi proposé à la Commission de créer une cellule de suivi de la conjoncture des Etats limitrophes de la zone UEMOA.

### **II.2.2 Présentation d'AFRISTAT et échanges**

La communication présentée par AFRISTAT, après avoir rappelé les causes, les enchaînements et les canaux de transmission des différentes crises, énergétique, alimentaire et financière, a mis un accent sur ses impacts perceptibles et attendus sur les économies des Etats membres de l'Union. On distingue les impacts à court terme et les impacts à moyen terme. Au titre des impacts à court terme, on peut citer la baisse des recettes et de l'aide publique au développement, la baisse de la production et des revenus dans les secteurs exposés, la baisse de l'inflation et des prix, la détérioration de la position extérieure et la baisse des réserves brutes. Les impacts à moyen terme ont trait à la baisse des investissements privés de recherche-développement, la baisse de la croissance économique, la baisse de l'emploi, et la hausse de la pauvreté et de la précarité. La communication a également indiqué que

les effets de la crise mettront du temps pour être résorbés. Aussi, la communication a-t-elle mis l'accent sur les politiques de relance de la production agricole et l'intensification des échanges intracommunautaires pour réduire la forte dépendance des économies vis-à-vis de l'extérieur. Par ailleurs, elle a souligné la nécessité d'accélérer les réformes visant à attirer les investissements étrangers.

Au titre de la régulation conjoncturelle, il est proposé de dynamiser les systèmes de suivi de la conjoncture et des projections macroéconomiques en mettant en place une liste d'indicateurs avancés de la crise et en adoptant les normes AFRISTAT en matière de suivi de la conjoncture et en matière de prévision. En outre, il a été recommandé de renforcer le lien entre le suivi conjoncturel et les projections macroéconomiques.

Au cours des échanges, les participants ont apprécié favorablement les mesures prises par certains Etats membres pour atténuer les effets de la crise. Il a été en conséquence demandé à tous les Etats de définir et de mettre en oeuvre une stratégie cohérente favorable à la production vivrière. Il a en outre été recommandé que tous les Etats membres prennent des dispositions pour évaluer les impacts des différentes crises et mettent en place un dispositif de suivi.

### **II.3 Harmonisation des méthodes de désaisonnalisation des séries temporelles**

Après une revue des différentes méthodes de désaisonnalisation utilisées par les Etats membres, AFRISTAT et la Commission de l'UEMOA ont présenté les différents enjeux techniques, administratifs et financiers liés à l'utilisation de ces méthodes. A l'issue des débats, il a été jugé utile de préparer les modalités et de fixer les échéances pour ces travaux d'harmonisation. Il a été souhaité qu'à court terme un atelier de mise à niveau sur ces techniques soit organisé par la Commission en collaboration avec AFRISTAT.

### **II.4 Conclusions et recommandations**

Les échanges ont montré que la conjoncture économique de l'Union ressortirait stable au premier semestre de l'année 2009. Cette situation résulterait d'une hausse de l'activité industrielle et des services marchands, compensée par un reflux au niveau des BTP et du commerce. La conjoncture économique de l'Union est également marquée par une décélération de l'inflation en raison notamment de la bonne tenue de la campagne agricole 2008/2009 et de la baisse des prix des produits importés. Toutefois, les niveaux des prix constatés restent élevés par rapport à ceux d'avant la crise alimentaire.

A l'issue des examens des différents points de l'ordre du jour et des débats qui ont suivi, les principales recommandations suivantes ont été formulées :

1. Elaborer un canevas de présentation en vue d'une meilleure comparabilité des données statistiques ;

2. Mobiliser à court terme les moyens financiers pour la réalisation des enquêtes de conjoncture ;
3. Mobiliser à moyen terme les financements nécessaires à travers la mise en œuvre des Schémas directeurs de la statistique des Etats membres ;
4. Renforcer le partage d'information entre les intervenants de l'analyse conjoncturelle et mettre à jour régulièrement les sites web ;
5. Publier régulièrement les indicateurs et analyses conjoncturels des Etats membres et des Institutions régionales ;
6. Créer une Cellule régionale d'analyse de la conjoncture des pays frontaliers des Etats membres de l'UEMOA ;
7. Mener dans chaque Etat membre une étude de l'impact de la crise sur l'économie ;
8. Elaborer un programme de renforcement des capacités des cadres chargés de la conjoncture et de la prévision à travers des séminaires ou stages de formation. A cet effet, l'organisation d'un séminaire dès l'année 2010 a été proposée. La Commission préparera un projet de termes de référence à partager avec les Etats membres, la BCEAO, la BOAD et AFRISTAT avant la fin de l'année.

## **II.5 Divers**

Deux points ont été soulignés :

1. La coordination des calendriers des séminaires sur la conjoncture économique et les prévisions à court terme entre AFRISTAT et la Commission de l'UEMOA a été évoquée pour assurer une plus grande synergie entre ces deux institutions ;
2. Les Experts des Etats membres ont souligné les difficultés liées aux conditions de prise en charge de leur séjour par la Commission.

Fait à Dakar le 10 juillet 2009